


### Vaccinations: le refus est avant tout alémanique

Ils sont naturopathes ou paysans bio mais ils sont surtout alémaniques. Le comité référendaire con-

tre la révision de la loi sur les épizooties a choisi hier une cour de ferme de Pfäffikon (ZH) pour entrer en campagne. Ambiance terroir et dialecte. Et tant pis si la votation qui aura lieu le 25 novembre revêt un caractère national. «Il n'y a pas beaucoup de gens actifs en Suisse romande», s'excuse le naturopathe Daniel Trappitsch, fer de lance de la campagne, qui s'oppose notamment à la vaccination forcée des animaux. L'ancien conseiller national Dominique Baettig (UDC/JU) est la seule personnalité romande qui affiche son appui au référendum. On peut certes ajouter le soutien du syndicat paysan Uniterre, mais ce n'est qu'une déclaration de principe. «Le comité était divisé, nous n'allons pas mettre d'énergie dans cette campagne» explique le coprésident Alexandre Delisle. (...)

Après les animaux, place aux hommes. La révision de la loi sur les épidémies qui a été mise sous toit lors de la session d'automne suscite les mêmes résistances que la loi sur les épizooties. On retrouve d'ailleurs Daniel Trappitsch derrière le référendum qui court jusqu'au 17 janvier 2013. Les adversaires du projet ne veulent pas donner à la Confédération la compétence, actuellement dévolue aux cantons, d'imposer une vaccination humaine obligatoire en cas d'urgence sanitaire.

Le front est cependant plus large que celui de la loi



sur les épizooties car une partie des Verts, essentiellement alémanique, soutient le référendum. Celui-ci est en outre porté par des milieux d'inspiration religieuse, notamment l'Union démocratique fédérale (UDF), qui s'opposent à des mesures éducatives. Ils refusent que le Conseil fédéral puisse imposer aux écoles la mise sur pied de campagnes d'information sur les risques des maladies transmissibles. Ce sont les mêmes milieux qui ont lancé une initiative populaire pour limiter l'éducation sexuelle en classe. Selon eux, cette tâche incombe prioritairement aux parents.

Cette variété d'objectifs a empêché la constitution d'un front référendaire commun. La conférence de presse qui devait avoir lieu mardi dernier pour lancer la campagne a été annulée à la dernière minute. «Je refuse de siéger dans le même comité que des fondamentalistes chrétiens» s'exclame la conseillère nationale Yvonne Gilli (verte/SG) qui s'engage à titre personnel dans la bataille référendaire. Médecin, elle n'est pas contre les vaccins, mais elle refuse qu'ils soient rendus obligatoires.

**Christiane Imsand**

*La Liberté* du 12 octobre 2012